

les détracteurs de l'Accord omettent évidemment de mentionner les millions de dollars qui ont été remboursés aux producteurs canadiens de viande de porc, lorsqu'un différend similaire a été réglé en notre faveur au terme de l'ALE, il y a deux ans. Nous ne devrions pas non plus oublier qu'en dépit de ces différends onéreux et ennuyeux, plus de 95 p. 100 de nos échanges commerciaux avec les États-Unis se font sans problème.

La processus de règlement des différends a bien servi le Canada, et c'est un processus qui sera maintenu et renforcé dans l'Accord de libre-échange nord-américain.

L'ALENA nous permettra généralement :

- d'obtenir un meilleur accès à un marché mexicain de 85 millions de consommateurs;
- de préserver et d'améliorer l'Accord de libre-échange initial déjà conclu avec les États-Unis; et
- de garantir que le Canada continue d'intéresser les investisseurs désireux de desservir le marché nord-américain.

Lorsque l'ALENA entrera en vigueur, le 1^{er} janvier 1994, nous ferons partie de la plus grande et de la plus riche zone de libre-échange dans le monde, comprenant 360 millions d'habitants, dont la capacité de production totale dépassera 7 billions de dollars.

Permettez-moi d'explicitier certains des principaux éléments qui font de l'ALENA une bonne entente pour le Canada :

- La plupart des droits de douane et des obstacles non tarifaires mexicains seront éliminés sur 10 ans. Ce n'est pas si mal si l'on songe qu'il y a 10 ans, le Mexique avait l'un des régimes commerciaux les plus restrictifs au monde. Ses droits de douane élevés, ses licences d'importation et ses décrets sur l'automobile ont bloqué la plupart de nos exportations sur son marché, alors même que 80 p. 100 de ses exportations au Canada étaient admis en franchise de droits. L'ALENA rétablira l'équilibre.
- Des règles d'origine plus claires et plus prévisibles ont été établies. Cela aidera notamment à éviter des différends comme ceux qui nous ont opposés aux États-Unis sur les véhicules Honda.
- Nous obtenons un meilleur accès aux marchés des États-Unis pour les textiles et les vêtements qui ne satisfont pas aux